



1 sur 2 | Photo d'une jeune fille enlevée lors du rapt de 276 lycéennes à Chibok, dans la nuit du 14 au 15 avril 2014. Audu Marte/AFP

Au Nigeria, les enlèvements de masse se multiplient

En 2014, 276 lycéennes étaient capturées par les terroristes de Boko Haram à Chibok, dans le nord-est du Nigeria.

Dix ans plus tard, 87 d'entre elles restent portées disparues et le nombre des enlèvements de masse a explosé dans le pays.

Abuja (Nigeria)

De notre envoyé spécial

Leur enlèvement avait provoqué l'émotion et la mobilisation de la

communauté internationale. Au Nigeria, ce tragique événement symbolise désormais le début d'une décennie de kidnappings de masse. Dans la nuit du 14 au 15 avril 2014, un raid de l'organisation terroriste Boko Haram conduisait au rapt de 276 lycéennes, majoritairement chrétiennes, à Chibok, dans l'État de Borno situé dans le nord-est du pays. Repris par la presse dans le monde entier, le mouvement Bring back our Girls (Ramenez-nous nos filles, en anglais) avait provoqué l'engagement de plusieurs pays auprès des autorités nigérianes pour lutter contre l'influence islamiste au Sahel. Malgré la libération de certaines et l'évasion d'autres, 87 jeunes femmes demeuraient aux mains des djihadistes, selon les autorités locales, en décembre 2023.

Cette année, le Nigeria est confronté à une nouvelle vague massive d'enlèvements, qui ne touche plus seulement le nord du pays où opèrent toujours les groupes terroristes Boko Haram et l'État islamique en Afrique de l'Ouest (Is wap). Sur les chaînes de télévision, les bandeaux défilant recensent inlassablement le nombre des victimes, atteignant parfois jusqu'à 150 personnes, voire davantage. Le 7 mars, près de 300 écoliers ont été capturés dans l'État de Kaduna, marquant le rapt le plus massif depuis celui des lycéennes de Chibok. Après plusieurs semaines de captivité, 130 d'entre eux ont été libérés par les militaires. Une chose rare, tant les forces de sécurité nigérianes peinent à venir au secours des victimes. « *On peut dire en quelque sorte que l'enlèvement des lycéennes de Chibok a popularisé les kidnappings de masse* », estime Vitus Ukoji, chargé de projet pour Nigeria Watch, une base de données qui recense les violences et les conflits dans le pays. Selon le cabinet de consultant nigérian SB Morgen Intelligence, au moins 735 enlèvements de masse (c'est-à-dire ayant fait cinq victimes ou plus) sont survenus dans le pays depuis 2019, avec plus de 15 000 victimes dénombrées.

Entre le 1^{er} janvier et le 15 mars dernier, 68 kidnappings de ce type ont été recensés, soit près d'un par jour. En trois mois, le nombre de captifs surpasse le bilan des années 2019 et 2020 réunies. « *Et tous les*

enlèvements ne sont pas rapportés aux autorités », indique Vitus Ukoji, dont l'organisation dépend de l'Institut français de recherche en Afrique, au sein de l'université d'Ibadan. Les zones géographiques dans lesquelles sont perpétrés ces kidnappings se sont déplacées. Tandis que le nord-est, fief des djihadistes, était la région la plus touchée, ces derniers acteurs ont progressivement laissé la place à des groupes de bandits de grand chemin et à des gangs criminels.

« Depuis 2017, ces criminels ont compris qu'il était facile de gagner plusieurs millions de nairas (la monnaie locale, NDLR) en une journée, ajoute Vitus Ukoji. Le phénomène s'est étendu, en particulier au nord-ouest du pays », dans des États comme ceux de Kaduna et Katsina, les deux plus touchés. Le centre du pays est également le lieu de nombreux enlèvements, qui surviennent parfois jusqu'aux abords des grandes villes, se rapprochant même de la capitale, Abuja. « Les enlèvements se produisent généralement dans les communautés rurales, et les bandits sont difficiles à débusquer, leurs cachettes se situent dans le bush et dans les forêts, poursuit le consultant. Ils visent généralement les villages, les écoles, mais aussi des bus car c'est l'assurance de pouvoir kidnapper facilement de nombreuses personnes. Mais ces événements arrivent maintenant près des villes désormais. Aucun territoire n'est épargné. »

En conséquence, se déplacer au Nigeria est devenu bien plus dangereux. Christopher Dagi Davou, âgé d'une soixantaine d'années, travaille régulièrement comme chauffeur pour l'archevêché catholique de Jos, dans l'État de Plateau (centre). Depuis plusieurs années, il refuse désormais de prendre la route de nuit. *« C'est devenu trop dangereux, malgré les check-points militaires, témoigne-t-il. Avant de prendre la route, je m'assure de pouvoir rentrer avant la nuit, sinon je refuse. »*

Même à Lagos, la ville la plus peuplée du Nigeria et d'Afrique, pourtant réputée plus sûre, Tayo Nurudeen Osiboye ne sort plus son taxi hors de la métropole passé une certaine heure. *« En ville, il n'y a pas de*

problème », relate-t-il. « Mais on a entendu trop d'histoires de personnes qui ont disparu après le coucher du soleil. Je ne veux pas prendre de risque », ajoute-t-il, précisant que sa voiture neuve, fruit de plusieurs années d'économies minutieuses, attirerait l'œil des bandits. Les chauffeurs de bus ont également changé plusieurs de leurs trajets pour éviter les routes traversant le bush, quitte à les rallonger, afin de réduire les risques.

Selon Vitus Ukoji, l'explosion des kidnappings de masse est indissociable de la crise économique qui touche le Nigeria. Le pays fait face à une forte inflation, le prix du riz a été multiplié par deux. La politique de libéralisation des taux de change a renforcé la crise. Selon des estimations, 10 % de la population (environ 26 millions de personnes) est concernée par l'insécurité alimentaire. *« La plupart des enlèvements sont le produit de motivations économiques, constate-t-il. Les kidnappeurs veulent faire de l'argent grâce aux rançons : si on s'empare d'un bus, à 2 millions de nairas par passager (environ 1 500 €), c'est de l'argent facile. »*

Le gouvernement fédéral, comme l'Église catholique, refuse désormais d'accéder aux demandes des criminels pour la libération des otages, espérant par ce geste enrayer la vague des kidnappings. *« Ce sont les familles et les communautés locales qui sont contraintes de payer les rançons, observe Vitus Ukoji. Et les rançons servent ensuite d'appâts, car les bandits enlèvent parfois même les personnes venues effectuer le paiement. Et les otages sont parfois tués lorsque les familles n'ont pas de quoi payer. » « Cette industrie, ce business qui s'étend aussi au sud, ne pourra être arrêtée que si l'on donne du travail aux gens et que l'économie s'améliore, conclut, fataliste, le consultant. Tant que les gens n'auront pas de nourriture sur la table, la tentation de gagner autant d'argent illégalement ne disparaîtra pas. »*

Matthieu Lasserre